



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

Courts Administration Service Act

Loi sur le Service administratif des tribunaux judiciaires

S.C. 2002, c. 8

L.C. 2002, ch. 8

Current to June 20, 2022

À jour au 20 juin 2022

Last amended on April 1, 2005

Dernière modification le 1 avril 2005

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (2) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

Inconsistencies in Acts

(2) In the event of an inconsistency between a consolidated statute published by the Minister under this Act and the original statute or a subsequent amendment as certified by the Clerk of the Parliaments under the *Publication of Statutes Act*, the original statute or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to June 20, 2022. The last amendments came into force on April 1, 2005. Any amendments that were not in force as of June 20, 2022 are set out at the end of this document under the heading “Amendments Not in Force”.

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Incompatibilité – lois

(2) Les dispositions de la loi d'origine avec ses modifications subséquentes par le greffier des Parlements en vertu de la *Loi sur la publication des lois* l'emportent sur les dispositions incompatibles de la loi codifiée publiée par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 20 juin 2022. Les dernières modifications sont entrées en vigueur le 1 avril 2005. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 20 juin 2022 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

An Act to establish a body that provides administrative services to the Federal Court of Appeal, the Federal Court, the Court Martial Appeal Court and the Tax Court of Canada, to amend the Federal Court Act, the Tax Court of Canada Act and the Judges Act, and to make related and consequential amendments to other Acts

	Short Title
1	Short title
	Purposes of Act
2	Purposes
	Courts Administration Service
3	Establishment of Service
4	Principal office
	Chief Administrator
5	Appointment
6	Salary and expenses
	Powers, Duties and Functions of Chief Administrator
7	Chief Administrator
	Chief Justices
8	Judicial functions
9	Direction to Chief Administrator
	Staff of the Service
10	Staff to be public servants
	Contracting for Services
11	Experts
	Report to Parliament
12	Annual report

TABLE ANALYTIQUE

Loi portant création d'un service administratif pour la Cour d'appel fédérale, la Cour fédérale, la Cour d'appel de la cour martiale et la Cour canadienne de l'impôt et modifiant la Loi sur la Cour fédérale, la Loi sur la Cour canadienne de l'impôt, la Loi sur les juges et d'autres lois en conséquence

	Titre abrégé
1	Titre abrégé
	Objet
2	Objet
	Service administratif des tribunaux judiciaires
3	Constitution
4	Siège
	Administrateur en chef
5	Nomination
6	Traitement et frais
	Pouvoirs et attributions de l'administrateur en chef
7	Attributions
	Juges en chef
8	Attributions
9	Instructions
	Personnel
10	Nomination
	Spécialistes à contrat
11	Spécialistes
	Rapport au Parlement
12	Rapport annuel

Amendments to the Federal Court Act

Modification de la Loi sur la Cour fédérale

Amendments to the Tax Court of Canada Act

Modification de la Loi sur la Cour canadienne de l'impôt

Amendments to the Judges Act

Modification de la Loi sur les juges

Related and Consequential Amendments

Modifications corrélatives

Access to Information Act

Loi sur l'accès à l'information

Anti-Personnel Mines Convention Implementation Act

Loi de mise en oeuvre de la Convention sur les mines antipersonnel

Army Benevolent Fund Act

Loi sur le Fonds de bienfaisance de l'armée

Canada Elections Act

Loi électorale du Canada

Canada Evidence Act

Loi sur la preuve au Canada

Canada Labour Code

Code canadien du travail

Canada Pension Plan

Régime de pensions du Canada

Canada Transportation Act

Loi sur les transports au Canada

Canadian Ownership and Control Determination Act

Loi sur la détermination de la participation et du contrôle canadiens

Civil International Space Station Agreement Implementation Act

Loi de mise en oeuvre de l'Accord sur la Station spatiale internationale civile

Commercial Arbitration Act

Loi sur l'arbitrage commercial

Competition Act

Loi sur la concurrence

Competition Tribunal Act

Loi sur le Tribunal de la concurrence

Copyright Act

Loi sur le droit d'auteur

Corrections and Conditional Release Act

Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition

Cree-Naskapi (of Quebec) Act

Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec

Customs Act

Loi sur les douanes

Employment Insurance Act

Loi sur l'assurance-emploi

Energy Supplies Emergency Act

Loi d'urgence sur les approvisionnements d'énergie

Excise Tax Act

Loi sur la taxe d'accise

Extradition Act

Loi sur l'extradition

Financial Administration Act

Loi sur la gestion des finances publiques

Immigration Act

Loi sur l'immigration

Income Tax Act

Loi de l'impôt sur le revenu

International Sale of Goods Contracts
Convention Act

Interpretation Act

Investment Canada Act

National Defence Act

Official Languages Act

Plant Breeders' Rights Act

Privacy Act

Proceeds of Crime (Money Laundering) Act

Public Sector Compensation Act

Public Service Employment Act

Public Service Staff Relations Act

Railway Safety Act

Special Import Measures Act

Statutory Instruments Act

Supreme Court Act

Trade-marks Act

United Nations Foreign Arbitral Awards
Convention Act

Veterans Review and Appeal Board Act

Yukon First Nations Self-Government Act

Yukon Surface Rights Board Act

References

Transitional Provisions

- 185** Chief Justice of Federal Court of Canada
- 186** Jurisdiction
- 187** Judicial review rules to apply to certain appeals
- 188** Court proceedings to continue
- 189** Court premises and supplies
- 190** Appropriations

Loi sur la Convention relative aux contrats
de vente internationale de marchandises

Loi d'interprétation

Loi sur Investissement Canada

Loi sur la défense nationale

Loi sur les langues officielles

Loi sur la protection des obtentions
végétales

Loi sur la protection des renseignements
personnels

Loi sur le recyclage des produits de la
criminalité

Loi sur la rémunération du secteur public

Loi sur l'emploi dans la fonction publique

Loi sur les relations de travail dans la
fonction publique

Loi sur la sécurité ferroviaire

Loi sur les mesures spéciales d'importation

Loi sur les textes réglementaires

Loi sur la Cour suprême

Loi sur les marques de commerce

Loi sur la Convention des Nations Unies
concernant les sentences arbitrales
étrangères

Loi sur le Tribunal des anciens combattants
(révision et appel)

Loi sur l'autonomie gouvernementale des
premières nations du Yukon

Loi sur l'Office des droits de surface du
Yukon

Nouvelle terminologie

Dispositions transitoires

- 185** Juge en chef de la Cour fédérale
- 186** Compétence
- 187** Règles concernant certains appels
- 188** Continuation des procédures
- 189** Locaux
- 190** Loix de crédits

- 191 Rules made previously
- 192 Special Import Measures Act

Coordinating Amendments

Coming into Force

- *199 Coming into force

SCHEDULE

- 191 Règles antérieures
- 192 Loi sur les mesures spéciales d'importation

Dispositions de coordination

Entrée en vigueur

- *199 Entrée en vigueur

ANNEXE



S.C. 2002, c. 8

L.C. 2002, ch. 8

An Act to establish a body that provides administrative services to the Federal Court of Appeal, the Federal Court, the Court Martial Appeal Court and the Tax Court of Canada, to amend the Federal Court Act, the Tax Court of Canada Act and the Judges Act, and to make related and consequential amendments to other Acts

Loi portant création d'un service administratif pour la Cour d'appel fédérale, la Cour fédérale, la Cour d'appel de la cour martiale et la Cour canadienne de l'impôt et modifiant la Loi sur la Cour fédérale, la Loi sur la Cour canadienne de l'impôt, la Loi sur les juges et d'autres lois en conséquence

[Assented to 27th March 2002]

[Sanctionnée le 27 mars 2002]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Short Title

Short title

1 This Act may be cited as the *Courts Administration Service Act*.

Titre abrégé

Titre abrégé

1 *Loi sur le Service administratif des tribunaux judiciaires*.

Purposes of Act

Purposes

2 The purposes of this Act are to

(a) facilitate coordination and cooperation among the Federal Court of Appeal, the Federal Court, the Court Martial Appeal Court and the Tax Court of Canada for the purpose of ensuring the effective and efficient provision of administrative services to those courts;

(b) enhance judicial independence by placing administrative services at arm's length from the Government of Canada and by affirming the roles of chief justices and judges in the management of the courts; and

Objet

Objet

2 La présente loi a pour objet :

a) de favoriser la coordination au sein de la Cour d'appel fédérale, de la Cour fédérale, de la Cour d'appel de la cour martiale et de la Cour canadienne de l'impôt et la coopération entre elles, pour faciliter la prestation à celles-ci de services administratifs efficaces;

b) d'accroître l'indépendance judiciaire en chargeant un organisme indépendant du gouvernement du Canada d'assurer les services administratifs des tribunaux et de confirmer le rôle des juges en chef et des juges en ce qui concerne l'administration des tribunaux;

(c) enhance accountability for the use of public money in support of court administration while safeguarding the independence of the judiciary.

c) d'accroître la responsabilité à l'égard de l'utilisation de fonds publics pour l'administration des tribunaux tout en réitérant le principe de l'indépendance judiciaire.

Courts Administration Service

Service administratif des tribunaux judiciaires

Establishment of Service

3 The Courts Administration Service (in this Act referred to as the “Service”), consisting of the Chief Administrator of the Service and employees of the Service, is hereby established as a portion of the federal public administration.

2002, c. 8, s. 3; 2003, c. 22, s. 156(E).

Principal office

4 (1) The principal office of the Service shall be in the National Capital Region described in the schedule to the *National Capital Act*.

Other offices

(2) The Chief Administrator may, after consultation with the Chief Justices of the Federal Court of Appeal, the Federal Court, the Court Martial Appeal Court and the Tax Court of Canada, establish other offices of the Service elsewhere in Canada.

Chief Administrator

Appointment

5 (1) The Governor in Council shall appoint the Chief Administrator to hold office during pleasure for a term of up to five years.

Re-appointment

(2) The Chief Administrator is eligible for re-appointment at the end of each term of office.

Consultations

(3) The Minister of Justice shall consult the Chief Justices of the Federal Court of Appeal, the Federal Court, the Court Martial Appeal Court and the Tax Court of Canada with respect to the appointment and re-appointment of the Chief Administrator and, if applicable, the termination of the Chief Administrator's appointment.

Status of Chief Administrator

(4) The Chief Administrator shall have the rank and status of a deputy head of a department.

Constitution

3 Est constitué un secteur de l'administration publique fédérale, le Service administratif des tribunaux judiciaires (ci-après appelé « Service »), composé de l'administrateur en chef et de ses employés.

2002, ch. 8, art. 3; 2003, ch. 22, art. 156(A).

Siège

4 (1) Le siège du Service est fixé dans la région de la capitale nationale définie à l'annexe de la *Loi sur la capitale nationale*.

Bureaux

(2) L'administrateur en chef peut établir des bureaux du Service ailleurs au Canada après consultation des juges en chef de la Cour d'appel fédérale, de la Cour fédérale, de la Cour d'appel de la cour martiale et de la Cour canadienne de l'impôt.

Administrateur en chef

Nomination

5 (1) Est créé le poste d'administrateur en chef du Service, dont le titulaire est nommé à titre amovible par le gouverneur en conseil pour une durée maximale de cinq ans.

Renouvellement

(2) Son mandat est renouvelable.

Consultation obligatoire

(3) La décision de nommer l'administrateur en chef, de renouveler son mandat ou d'y mettre fin ne peut être prise qu'après consultation, par le ministre de la Justice, des juges en chef de la Cour d'appel fédérale, de la Cour fédérale, de la Cour d'appel de la cour martiale et de la Cour canadienne de l'impôt.

Rang

(4) L'administrateur en chef a rang et statut d'administrateur général de ministère.

Absence or incapacity

(5) If the Chief Administrator is absent or incapacitated or the office of Chief Administrator is vacant, the Minister of Justice shall appoint another person to act as Chief Administrator. That person may not act as Chief Administrator for more than 90 days unless the Governor in Council, on the recommendation of the Minister of Justice after consultation by that Minister with the Chief Justices of the Federal Court of Appeal, the Federal Court, the Court Martial Appeal Court and the Tax Court of Canada, confirms that the person may continue to act as Chief Administrator.

Powers, duties and functions

(6) The person acting as Chief Administrator has all of the powers, duties and functions of the Chief Administrator under this Act or any other Act of Parliament.

Salary and expenses

6 (1) The Chief Administrator shall receive the remuneration that may be fixed by the Governor in Council and is entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred in the performance of his or her duties and functions under this Act while absent from the Chief Administrator's ordinary place of work.

Compensation

(2) The Chief Administrator is deemed to be a person employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

2002, c. 8, s. 6; 2003, c. 22, s. 157(E).

Powers, Duties and Functions of Chief Administrator

Chief Administrator

7 (1) The Chief Administrator is the chief executive officer of the Service and has supervision over and direction of its work and staff.

Powers

(2) The Chief Administrator has all the powers necessary for the overall effective and efficient management and administration of all court services, including court facilities and libraries and corporate services and staffing.

Absence ou empêchement

(5) En cas d'absence ou d'empêchement de l'administrateur en chef ou de vacance de son poste, le ministre de la Justice nomme un intérimaire; l'intérim ne peut cependant dépasser quatre-vingt-dix jours sans que le gouverneur en conseil n'ait confirmé la nomination de l'intérimaire sur recommandation du ministre après consultation par le ministre des juges en chef de la Cour d'appel fédérale, de la Cour fédérale, de la Cour d'appel de la cour martiale et de la Cour canadienne de l'impôt.

Pouvoirs et fonctions

(6) L'administrateur en chef intérimaire exerce les pouvoirs et fonctions conférés à l'administrateur en chef par la présente loi ou toute autre loi fédérale.

Traitement et frais

6 (1) L'administrateur en chef reçoit le traitement fixé par le gouverneur en conseil et a droit aux frais de déplacement et de séjour entraînés par l'exercice, hors de son lieu habituel de travail, de ses attributions.

Indemnisation

(2) L'administrateur en chef est réputé appartenir à la fonction publique, pour l'application de la *Loi sur la pension de la fonction publique*, être un agent de l'État pour l'application de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État* et appartenir à l'administration publique fédérale pour l'application des règlements pris en vertu de l'article 9 de la *Loi sur l'aéronautique*.

2002, ch. 8, art. 6; 2003, ch. 22, art. 157(A).

Pouvoirs et attributions de l'administrateur en chef

Attributions

7 (1) L'administrateur en chef est le premier dirigeant du Service. Il est chargé de la gestion du Service et de tout ce qui s'y rattache.

Pouvoirs

(2) Il exerce les pouvoirs nécessaires à la prestation de services administratifs efficaces et à la gestion efficiente de ceux-ci, notamment en ce qui a trait aux locaux, aux bibliothèques, aux services généraux et à la dotation en personnel.

Duties and functions

(3) The Chief Administrator, in consultation with the Chief Justices of the Federal Court of Appeal, the Federal Court, the Court Martial Appeal Court and the Tax Court of Canada, shall establish and maintain the registry or registries for those courts in any organizational form or forms and prepare budgetary submissions for the requirements of those courts and for the related needs of the Service.

Limitation

(4) The powers of the Chief Administrator do not extend to any matter assigned by law to the judiciary.

Chief Justices

Judicial functions

8 (1) The Chief Justices of the Federal Court of Appeal, the Federal Court, the Court Martial Appeal Court and the Tax Court of Canada are responsible for the judicial functions of their courts, including the direction and supervision over court sittings and the assignment of judicial duties.

Included powers

(2) The direction and supervision over court sittings and the assignment of judicial duties include, without restricting the generality of those terms, the power to

- (a)** determine the sittings of the court;
- (b)** assign judges to sittings;
- (c)** assign cases and other judicial duties to judges;
- (d)** determine the sitting schedules and places of sittings for judges;
- (e)** determine the total annual, monthly and weekly work load of judges; and
- (f)** prepare hearing lists and assign courtrooms.

Directions by Chief Justice

(3) Officers, clerks and employees of the Service shall act at the direction of a chief justice in matters that are assigned by law to the judiciary.

Directions by judge

(4) The persons referred to in subsection (3) who are assigned to or present in a courtroom shall act at the direction of the judge presiding over proceedings in the courtroom while the court is in session.

Consultation

(3) Après consultation des juges en chef de la Cour d'appel fédérale, de la Cour fédérale, de la Cour d'appel de la cour martiale et de la Cour canadienne de l'impôt, il établit un ou plusieurs greffes pour ces tribunaux, en détermine les modalités organisationnelles et en assure le fonctionnement; il prépare également les budgets de fonctionnement de ces tribunaux et du Service.

Pouvoirs non judiciaires

(4) L'administrateur en chef ne peut exercer des attributions qu'une règle de droit confère au pouvoir judiciaire.

Juges en chef

Attributions

8 (1) Les juges en chef de la Cour d'appel fédérale, de la Cour fédérale, de la Cour d'appel de la cour martiale et de la Cour canadienne de l'impôt ont autorité sur tout ce qui touche les fonctions judiciaires de leur tribunal respectif, notamment la direction et la surveillance des séances et l'assignation de fonctions aux juges.

Pouvoirs inclus

(2) Font partie de ces attributions les pouvoirs suivants :

- a)** fixer les séances du tribunal;
- b)** affecter des juges aux séances;
- c)** assigner des causes et d'autres fonctions judiciaires à chacun des juges;
- d)** fixer le calendrier des sessions et les lieux où chaque juge doit siéger;
- e)** déterminer la charge annuelle, mensuelle et hebdomadaire totale de travail de chacun des juges;
- f)** préparer les rôles et affecter les salles d'audience.

Instructions du juge en chef

(3) Le personnel du Service exerce ses fonctions à l'égard des attributions qu'une règle de droit confère au pouvoir judiciaire, en conformité avec les instructions du juge en chef.

Instructions du juge

(4) Les membres du personnel qui sont affectés à une salle d'audience ou qui y sont présents exercent leurs fonctions en conformité avec les instructions que le juge qui préside leur donne.

Direction to Chief Administrator

9 (1) A chief justice may issue binding directions in writing to the Chief Administrator with respect to any matter within the Chief Administrator's authority.

Statutory Instruments Act not to apply

(2) The *Statutory Instruments Act* does not apply to directions issued under subsection (1).

Staff of the Service

Staff to be public servants

10 The officers, clerks and employees who are required for the purposes of the Service shall be appointed under the *Public Service Employment Act*.

Contracting for Services

Experts

11 The Chief Administrator may engage on a temporary basis experts or persons who have specialized knowledge for the purposes of advising and assisting the Chief Administrator in the performance of his or her duties and functions in any matter.

Report to Parliament

Annual report

12 (1) The Chief Administrator shall, within six months after the end of each fiscal year, send to the Minister of Justice a report on the activities of the Service for that year.

Tabling in Parliament

(2) The Minister of Justice shall have a copy of the report laid before each House of Parliament on any of the first 15 days on which that House is sitting after the day on which the Minister receives the report.

Amendments to the Federal Court Act

13 to 58 [Amendments]

Amendments to the Tax Court of Canada Act

59 to 81 [Amendments]

Instructions

9 (1) Un juge en chef peut, par des instructions écrites, ordonner à l'administrateur en chef du Service de faire toute chose relevant de la compétence de celui-ci.

Non-application de la *Loi sur les textes réglementaires*

(2) La *Loi sur les textes réglementaires* ne s'applique pas aux instructions données en vertu du paragraphe (1).

Personnel

Nomination

10 Le personnel nécessaire à l'exercice des attributions du Service est nommé conformément à la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

Spécialistes à contrat

Spécialistes

11 L'administrateur en chef peut, pour des travaux déterminés, engager à titre temporaire des spécialistes compétents dans des domaines relevant de son champ d'activité.

Rapport au Parlement

Rapport annuel

12 (1) Dans les six mois suivant la fin de chaque exercice, l'administrateur en chef présente au ministre de la Justice un rapport des activités du Service au cours de l'exercice.

Dépôt devant le Parlement

(2) Le ministre fait déposer le rapport devant chaque chambre du Parlement dans les quinze jours de séance de celle-ci suivant sa réception.

Modification de la Loi sur la Cour fédérale

13 à 58 [Modifications]

Modification de la Loi sur la Cour canadienne de l'impôt

59 à 81 [Modifications]

Amendments to the Judges Act

82 to 111 [Amendments]

Related and Consequential Amendments

Access to Information Act

112 and 113 [Amendments]

Anti-Personnel Mines Convention
Implementation Act

114 [Amendment]

Army Benevolent Fund Act

115 [Amendment]

Canada Elections Act

116 and 117 [Amendments]

Canada Evidence Act

118 [Amendment]

119 [Repealed, 2001, c. 41, s. 141]

Canada Labour Code

120 [Amendment]

Canada Pension Plan

121 [Amendments]

Canada Transportation Act

122 [Amendment]

Modification de la Loi sur les juges

82 à 111 [Modifications]

Modifications corrélatives

Loi sur l'accès à l'information

112 et 113 [Modifications]

Loi de mise en œuvre de la
Convention sur les mines
antipersonnel

114 [Modification]

Loi sur le Fonds de bienfaisance de
l'armée

115 [Modification]

Loi électorale du Canada

116 et 117 [Modifications]

Loi sur la preuve au Canada

118 [Modification]

119 [Abrogé, 2001, ch. 41, art. 141]

Code canadien du travail

120 [Modification]

Régime de pensions du Canada

121 [Modifications]

Loi sur les transports au Canada

122 [Modification]

Canadian Ownership and Control Determination Act

123 [Amendment]

Civil International Space Station Agreement Implementation Act

124 [Amendment]

Commercial Arbitration Act

125 [Amendment]

Competition Act

126 to 129 [Amendments]

Competition Tribunal Act

130 [Amendment]

Copyright Act

131 [Amendment]

Corrections and Conditional Release Act

132 [Amendment]

Cree-Naskapi (of Quebec) Act

133 [Amendment]

Customs Act

134 [Amendment]

Employment Insurance Act

135 [Amendments]

Energy Supplies Emergency Act

136 [Amendment]

Loi sur la détermination de la participation et du contrôle canadiens

123 [Modification]

Loi de mise en œuvre de l'Accord sur la Station spatiale internationale civile

124 [Modification]

Loi sur l'arbitrage commercial

125 [Modification]

Loi sur la concurrence

126 à 129 [Modifications]

Loi sur le Tribunal de la concurrence

130 [Modification]

Loi sur le droit d'auteur

131 [Modification]

Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition

132 [Modification]

Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec

133 [Modification]

Loi sur les douanes

134 [Modification]

Loi sur l'assurance-emploi

135 [Modifications]

Loi d'urgence sur les approvisionnements d'énergie

136 [Modification]

Excise Tax Act

137 to 140 [Amendments]

Extradition Act

141 [Amendments]

Financial Administration Act

142 and 143 [Amendments]

Immigration Act

144 to 147 [Amendments]

Income Tax Act

148 and 149 [Amendments]

International Sale of Goods Contracts Convention Act

150 [Amendment]

Interpretation Act

151 [Amendments]

Investment Canada Act

152 [Amendment]

National Defence Act

153 and 154 [Amendments]

Official Languages Act

155 to 157 [Amendments]

Plant Breeders' Rights Act

158 [Amendment]

Loi sur la taxe d'accise

137 à 140 [Modifications]

Loi sur l'extradition

141 [Modifications]

Loi sur la gestion des finances publiques

142 et 143 [Modifications]

Loi sur l'immigration

144 à 147 [Modifications]

Loi de l'impôt sur le revenu

148 et 149 [Modifications]

Loi sur la Convention relative aux contrats de vente internationale de marchandises

150 [Modification]

Loi d'interprétation

151 [Modifications]

Loi sur Investissement Canada

152 [Modification]

Loi sur la défense nationale

153 et 154 [Modifications]

Loi sur les langues officielles

155 à 157 [Modifications]

Loi sur la protection des obtentions végétales

158 [Modification]

Privacy Act

159 and 160 [Amendments]

Proceeds of Crime (Money Laundering) Act

161 [Amendment]

Public Sector Compensation Act

162 and 163 [Amendments]

Public Service Employment Act

164 [Amendment]

Public Service Staff Relations Act

165 to 167 [Amendments]

Railway Safety Act

168 [Amendment]

Special Import Measures Act

169 to 173 [Amendments]

Statutory Instruments Act

174 [Amendment]

Supreme Court Act

175 and 176 [Amendments]

Trade-marks Act

177 [Amendment]

Loi sur la protection des renseignements personnels

159 et 160 [Modifications]

Loi sur le recyclage des produits de la criminalité

161 [Modification]

Loi sur la rémunération du secteur public

162 et 163 [Modifications]

Loi sur l'emploi dans la fonction publique

164 [Modification]

Loi sur les relations de travail dans la fonction publique

165 à 167 [Modifications]

Loi sur la sécurité ferroviaire

168 [Modification]

Loi sur les mesures spéciales d'importation

169 à 173 [Modifications]

Loi sur les textes réglementaires

174 [Modification]

Loi sur la Cour suprême

175 et 176 [Modifications]

Loi sur les marques de commerce

177 [Modification]

United Nations Foreign Arbitral Awards Convention Act

178 [Amendment]

Veterans Review and Appeal Board Act

179 [Amendment]

Yukon First Nations Self-Government Act

180 [Amendment]

Yukon Surface Rights Board Act

181 [Amendment]

References

182 (1) and (2) [Amendments]

General replacement

(3) Unless the context requires otherwise, the expression “*Federal Court Act*” is replaced by the expression “*Federal Courts Act*” in

(a) any regulation, as defined in section 2 of the *Statutory Instruments Act*; and

(b) any other instrument made

(i) in the execution of a power conferred under an Act of Parliament, or

(ii) by order or under the authority of the Governor in Council.

183 (1) [Amendment]

References to Federal Court – Trial Division generally

(2) Unless the context requires otherwise, the expression “Federal Court – Trial Division” is replaced by the expression “Federal Court” in

Loi sur la Convention des Nations Unies concernant les sentences arbitrales étrangères

178 [Modification]

Loi sur le Tribunal des anciens combattants (révision et appel)

179 [Modification]

Loi sur l’autonomie gouvernementale des premières nations du Yukon

180 [Modification]

Loi sur l’Office des droits de surface du Yukon

181 [Modification]

Nouvelle terminologie

182 (1) et (2) [Modifications]

Remplacement général

(3) Sauf indication contraire du contexte, « *Loi sur la Cour fédérale* » est remplacé par « *Loi sur les Cours fédérales* » dans :

a) tout règlement, au sens de l’article 2 de la *Loi sur les textes réglementaires*, pris en vertu d’une loi fédérale;

b) tout autre texte pris :

(i) soit dans l’exercice d’un pouvoir conféré sous le régime d’une loi fédérale,

(ii) soit par le gouverneur en conseil ou sous son autorité.

183 (1) [Modification]

Remplacement de « Section de première instance de la Cour fédérale » par « Cour fédérale »

(2) Sauf indication contraire du contexte, « Section de première instance de la Cour fédérale » est remplacé par « Cour fédérale » dans :

(a) any regulation, as defined in section 2 of the *Statutory Instruments Act*; and

(b) any other instrument made

(i) in the execution of a power conferred under an Act of Parliament, or

(ii) by order or under the authority of the Governor in Council.

184 [Amendment]

Transitional Provisions

Chief Justice of Federal Court of Canada

185 (1) The person holding the office of Chief Justice of the Federal Court of Canada on the coming into force of section 1 of this Act continues in office as Chief Justice of the Federal Court of Appeal.

Associate Chief Justice of Federal Court of Canada

(2) The person holding the office of Associate Chief Justice of the Federal Court of Canada on the coming into force of section 1 of this Act continues in office as Chief Justice of the Federal Court.

Other judges in the Federal Court — Appeal Division

(3) Every other person holding office as a judge or supernumerary judge of the Federal Court — Appeal Division on the coming into force of section 1 of this Act continues in office as a judge or supernumerary judge, as the case may be, of the Federal Court of Appeal.

Other judges in the Federal Court — Trial Division

(4) Every other person holding office as a judge or supernumerary judge of the Federal Court — Trial Division on the coming into force of section 1 of this Act continues in office as a judge or supernumerary judge, as the case may be, of the Federal Court.

Prothonotaries

(5) Every person holding office as prothonotary, Senior Prothonotary or Associate Senior Prothonotary of the Federal Court of Canada on the coming into force of section 1 of this Act continues in office as prothonotary, Senior Prothonotary or Associate Senior Prothonotary, as the case may be, of the Federal Court.

Sheriffs

(6) Every person holding office as sheriff or deputy sheriff of the Federal Court of Canada on the coming into

a) tout règlement, au sens de l'article 2 de la *Loi sur les textes réglementaires*, pris en vertu d'une loi fédérale;

b) tout autre texte pris :

(i) soit dans l'exercice d'un pouvoir conféré sous le régime d'une loi fédérale,

(ii) soit par le gouverneur en conseil ou sous son autorité.

184 [Modification]

Dispositions transitoires

Juge en chef de la Cour fédérale

185 (1) La personne qui occupe le poste de juge en chef de la Cour fédérale du Canada à l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi reste en fonctions à titre de juge en chef de la Cour d'appel fédérale.

Juge en chef adjoint de la Cour fédérale

(2) La personne qui occupe le poste de juge en chef adjoint de la Cour fédérale du Canada à l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi reste en fonctions à titre de juge en chef de la Cour fédérale.

Juges de la Section d'appel

(3) Les personnes qui occupent le poste de juge ou de juge surnuméraire de la Section d'appel de la Cour fédérale du Canada à l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi restent en fonctions à titre de juge ou de juge surnuméraire, selon le cas, de la Cour d'appel fédérale.

Juges de la Section de première instance

(4) Les personnes qui occupent le poste de juge ou de juge surnuméraire de la Section de première instance de la Cour fédérale du Canada à l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi restent en fonctions à titre de juge ou de juge surnuméraire, selon le cas, de la Cour fédérale.

Protonotaires

(5) Les personnes qui occupent les postes de protonotaire, protonotaire en chef et protonotaire en chef adjoint de la Cour fédérale du Canada à l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi, restent respectivement en fonctions à titre de protonotaire, protonotaire en chef et protonotaire adjoint de la Cour fédérale.

Shérifs

(6) Les personnes qui occupent les postes de shérifs ou de shérifs adjoints de la Cour fédérale du Canada à

force of section 1 of this Act continues in office as sheriff or deputy sheriff, as the case may be, of the Federal Court of Appeal and the Federal Court.

Commissioner for taking oaths

(7) Every person who on the coming into force of section 1 of this Act was empowered to administer oaths and to take and receive affidavits, declarations and affirmations in or concerning proceedings in the Federal Court of Canada because of a commission under subsection 54(2) of the *Federal Court Act* is empowered in or outside Canada to administer oaths and to take and receive affidavits, declarations and affirmations in or concerning proceedings in the Federal Court of Appeal and the Federal Court as though the person had been so empowered by a commission under subsection 54(2) of the *Federal Courts Act*.

Chief Justice of the Tax Court of Canada

(8) The person holding the office of Chief Judge of the Tax Court of Canada on the coming into force of section 1 of this Act continues in office with their title in English being changed to Chief Justice of the Tax Court of Canada.

Associate Chief Justice of the Tax Court of Canada

(9) The person holding the office of Associate Chief Judge of the Tax Court of Canada on the coming into force of section 1 of this Act continues in office with their title in English being changed to Associate Chief Justice of the Tax Court of Canada.

Deputy judges of Tax Court of Canada

(10) A person who, on the coming into force of section 1 of this Act, was authorized to act as a deputy judge of the Tax Court of Canada may act as a deputy judge of that Court if requested to do so by the Chief Justice of the Court.

Interpretation

(11) For the purposes of subsections 31(1) and (2) of the *Judges Act*, as enacted by subsection 90(1) of this Act, any period during which a person holds the office of Chief Justice or Associate Chief Justice of the Federal Court of Canada is deemed to be a period during which he or she holds the office of Chief Justice of the Federal Court of Appeal or the Federal Court.

l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi, restent respectivement en fonctions à titre de shérifs ou de shérifs adjoints de la Cour d'appel fédérale et de la Cour fédérale.

Commissaires

(7) Les personnes qui, à l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi, avaient le pouvoir de faire prêter serment et de recevoir des affidavits et des déclarations ou affirmations solennelles en application du paragraphe 54(2) de la *Loi sur la Cour fédérale* ont le pouvoir, au Canada ou à l'étranger, de faire prêter serment et de recevoir des affidavits et des déclarations ou affirmations solennelles lors ou à l'occasion de toute procédure actuelle ou éventuelle devant la Cour fédérale ou la Cour d'appel fédérale en application du paragraphe 54(2) de la *Loi sur les Cours fédérales*.

Juge en chef de la Cour canadienne de l'impôt

(8) La personne qui occupe le poste de juge en chef de la Cour canadienne de l'impôt à l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi reste en fonctions et l'appellation anglaise de son poste passe de « Chief Judge of the Tax Court of Canada » à « Chief Justice of the Tax Court of Canada ».

Juge en chef adjoint de la Cour canadienne de l'impôt

(9) La personne qui occupe le poste de juge en chef adjoint de la Cour canadienne de l'impôt à l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi reste en fonctions et l'appellation anglaise de son poste passe de « Associate Chief Judge of the Tax Court of Canada » à « Associate Chief Justice of the Tax Court of Canada ».

Juges suppléants de la Cour canadienne de l'impôt

(10) Les personnes autorisées, à l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi, à remplir les fonctions de juge suppléant de la Cour canadienne de l'impôt peuvent, à la demande du juge en chef, continuer de les remplir.

Interprétation

(11) Pour l'application des paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur les juges* édictés par le paragraphe 90(1) de la présente loi, toute période pendant laquelle une personne exerce les fonctions de juge en chef ou de juge en chef adjoint de la Cour fédérale du Canada est assimilée à une période pendant laquelle elle exerce les fonctions de juge en chef de la Cour d'appel fédérale ou de la Cour fédérale.

For greater certainty

(12) For greater certainty, for the purposes of sections 31, 43 and 44 of the English version of the *Judges Act*, “Chief Justice” and “Associate Chief Justice” include “Chief Judge” and “Associate Chief Judge”, respectively.

Letters patent

(13) Letters patent under the Great Seal may be issued under the authority of the Governor in Council to each of the persons referred to in subsections (1) to (4), (8) and (9) evidencing the person’s office by virtue of this section.

Transfer of court employees

(14) Nothing in this Act shall be construed as affecting the status of an employee, as defined in subsection 2(1) of the *Public Service Employment Act*, who, immediately before the coming into force of section 1 of this Act, occupied a position in or was a member of the staff of the Federal Court of Canada or the Tax Court of Canada, except that the employee, on that coming into force, occupies that position in the Courts Administration Service under the authority of the Chief Administrator of that Service.

Jurisdiction

186 Any jurisdiction of the Federal Court of Appeal or the Federal Court created by this Act shall be exercised in respect of matters arising before or after the coming into force of section 1 of this Act.

Judicial review rules to apply to certain appeals

187 (1) The provisions of the *Federal Court Rules, 1998* that govern applications to the Federal Court of Appeal under section 28 of the *Federal Courts Act* apply to appeals to the Federal Court of Appeal under subsection 27(1.2) of that Act, with any modifications that the circumstances require, until other provisions are made to govern those appeals.

Other provisions to remain in force

(2) All provisions of law and rules and orders regulating the practice and procedure in the Federal Court of Canada on the coming into force of section 1 of this Act remain in force until amended, repealed or otherwise determined, to the extent that they are not inconsistent with the provisions of this Act.

Court proceedings to continue

188 Every proceeding taken in the Federal Court of Canada before the coming into force of section 1 of this

Précision

(12) Il demeure entendu que, pour l’application des articles 31, 43 et 44 de la version anglaise de la *Loi sur les juges*, « Chief Justice » et « Associate Chief Justice » visent également « Chief Judge » et « Associate Chief Judge ».

Lettres patentes

(13) Peuvent être délivrées sous l’autorité du gouverneur en conseil à chacune des personnes mentionnées aux paragraphes (1) à (4), (8) et (9) des lettres patentes portant le grand sceau et établissant qu’elles occupent leur poste en vertu du présent article.

Postes

(14) La présente loi ne change rien à la situation des fonctionnaires qui, à l’entrée en vigueur de l’article 1 de la présente loi, occupaient un poste à la Cour fédérale du Canada ou à la Cour canadienne de l’impôt ou faisait partie de leur personnel, à la différence près que, à compter de cette date, ils l’occupent au Service administratif des tribunaux judiciaires, sous l’autorité de l’administrateur en chef du Service.

Compétence

186 Toute compétence conférée par la présente loi à la Cour d’appel fédérale ou à la Cour fédérale doit être exercée relativement aux questions soulevées soit avant soit après l’entrée en vigueur de l’article 1 de la présente loi.

Règles concernant certains appels

187 (1) Les appels interjetés aux termes du paragraphe 27(1.2) de la *Loi sur les Cours fédérales* sont, jusqu’à ce que soient prises des règles concernant ces appels, régis par les dispositions des *Règles de la Cour fédérale (1998)* s’appliquant aux demandes de révision judiciaire visées à l’article 28 de cette loi, avec les adaptations nécessaires.

Maintien des dispositions du droit et des règles

(2) Les dispositions du droit et des règles et ordonnances régissant la pratique et la procédure devant la Cour fédérale du Canada qui sont en vigueur à l’entrée en vigueur de l’article 1 de la présente loi demeurent en vigueur, dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec les dispositions de celle-ci, jusqu’à ce qu’elles soient modifiées, abrogées ou qu’il en ait été autrement disposé.

Continuation des procédures

188 Toute procédure engagée devant la Cour fédérale du Canada à l’entrée en vigueur de l’article 1 de la présente

Act shall be continued in conformity with the *Federal Courts Act*.

Court premises and supplies

189 All premises and supplies assigned to the Federal Court of Canada and the Tax Court of Canada on the coming into force of section 1 of this Act shall be assigned to the Courts Administration Service.

Appropriations

190 Any amount appropriated, for the fiscal year in which this section comes into force, by an appropriation Act based on the Estimates for that year for defraying the charges and expenses of the public service of Canada within the Registry of the Federal Court of Canada and the Registry of the Tax Court of Canada, is an amount appropriated for defraying the charges and expenses of the Courts Administration Service.

Rules made previously

191 Rules that were made under section 46 of the *Federal Court Act* before the coming into force of section 44 of this Act are deemed to have been validly made and continue to have force as though they had been made under section 46 of the *Federal Courts Act*, as amended by section 44 of this Act.

Special Import Measures Act

192 Subsection 12(1.1), paragraphs 44(2)(a) and 59(1)(d) and subsections 77.01(1) and 77.1(1) of the *Special Import Measures Act*, as enacted or amended by sections 169 to 173 of this Act, apply to goods from a NAFTA country, as defined in subsection 2(1) of that Act.

Coordinating Amendments

193 to 198 [Amendments]

Coming into Force

Coming into force

***199** The provisions of this Act, other than sections 193 to 198, and the provisions of any Act enacted by this Act, come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 193 to 198 in force on assent March 27, 2002; Act, except sections 193 to 198, in force July 2, 2003, see SI/2003-109.]

loi est continuée conformément à la *Loi sur les Cours fédérales*.

Locaux

189 Tous les locaux et tout le matériel assignés à la Cour fédérale du Canada et à la Cour canadienne de l'impôt à l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi sont censés avoir été assignés au Service administratif des tribunaux judiciaires.

Lois de crédits

190 Les sommes affectées pour l'exercice en cours à l'entrée en vigueur du présent article, par toute loi de crédits qui découle des prévisions budgétaires pour cet exercice, aux frais et dépenses d'administration publique du Greffe de la Cour fédérale et du Greffe de la Cour canadienne de l'impôt sont considérées comme ayant été affectées aux frais et dépenses du Service administratif des tribunaux judiciaires.

Règles antérieures

191 Les règles établies en vertu de l'article 46 de la *Loi sur la Cour fédérale* avant l'entrée en vigueur de l'article 44 de la présente loi sont réputées avoir été établies valablement et s'appliquent comme si elles avaient été établies en vertu de l'article 46 de la *Loi sur les Cours fédérales*, tel que modifié par l'article 44 de la présente loi.

Loi sur les mesures spéciales d'importation

192 Le paragraphe 12(1.1), l'alinéa 44(2)a), l'alinéa 59(1)d) et les paragraphes 77.01(1) et 77.1(1) de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, édictés ou modifiés par les articles 169 à 173 de la présente loi, s'appliquent aux marchandises d'un pays ALÉNA, au sens du paragraphe 2(1) de cette loi.

Dispositions de coordination

193 à 198 [Modifications]

Entrée en vigueur

Entrée en vigueur

***199** Exception faite des articles 193 à 198, les dispositions de la présente loi ou celles de toute autre loi édictées par elle entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note: Articles 193 à 198 en vigueur à la sanction le 27 mars 2002; loi, sauf les articles 193 à 198, en vigueur le 2 juillet 2003, voir TR/2003-109.]

SCHEDULE

[Amendment]

ANNEXE

[Modification]